

Première Synthèses

Informations

L'EMPLOI SALARIÉ AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2009

Au deuxième trimestre 2009, l'emploi salarié dans l'ensemble des secteurs (hors agriculture et emploi public des secteurs non marchands) diminue de -106 800 postes (-0,6 %), après -178 700 (-1,0 %) au premier trimestre 2009. Dans les secteurs marchands, les effectifs diminuent de -113 700 postes (-0,7 %) au deuxième trimestre 2009, après -185 900 (-1,1 %) au trimestre précédent. Hors intérim, l'emploi de l'ensemble des secteurs marchands diminue de -116 200 postes (-0,7 %), après -98 600 (-0,6 %) au premier trimestre 2009.

Dans l'industrie, la baisse des effectifs s'accroît : -1,5 %, après -1,4 % au premier trimestre 2009. Dans la construction, la baisse des effectifs se poursuit sur un rythme moins élevé que le trimestre précédent : -0,8 % après -0,9 % au premier trimestre 2009. De même, dans le tertiaire marchand, les effectifs décroissent moins rapidement (-0,4 %, après -1,1 %), principalement en raison de la stabilisation de l'intérim (+0,6 %), après quatre trimestres de très fortes baisses. Dans les secteurs non marchands, l'emploi privé progresse de +0,4 %, après une hausse identique au premier trimestre 2009.

Au deuxième trimestre 2009, l'emploi salarié dans l'ensemble des secteurs (1) (hors agriculture et emploi public des secteurs non marchands) diminue de -106 800 postes (-0,6 %), après -178 700 (-1,0 %) au premier trimestre 2009. Dans l'ensemble des secteurs marchands, les effectifs diminuent de -113 700 postes (-0,7 %) au deuxième trimestre 2009, après -185 900 (-1,1 %) au trimestre précédent. Dans l'intérim, la situation s'améliore : +0,6 % soit +2 500 postes après un recul important au trimestre précédent (-16,7 % soit -87 300 postes). Hors intérim, l'emploi dans l'ensemble des secteurs marchands diminue de -116 200 postes (-0,7 %), après -98 600 (-0,6 %) au premier trimestre 2009.

La baisse de l'emploi se poursuit dans l'industrie

Dans l'industrie, la baisse des effectifs s'accroît ce trimestre : -52 200 postes (-1,5 %), après -48 300 (-1,4 %) au premier trimestre 2009. Les entrepreneurs interrogés par l'Insee en juillet indiquaient une nouvelle détérioration de l'emploi au deuxième trimestre 2009 [1]. Après un premier trimestre positif (+0,5 %), l'emploi stagne dans les industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution : -0,0 %, soit -200 postes. Dans la fabrication d'autres produits industriels, la baisse des effectifs se poursuit sur un rythme de plus en plus soutenu depuis la fin de l'année 2008 : -2,3 % (-38 600) après -2,1 %

(1) L'ensemble des secteurs (DE, C1-C5, FZ-LZ, MN, OQ, RU) regroupe tous les secteurs hormis l'agriculture (AZ), l'emploi public des secteurs non marchands (OQ), et les activités extra-territoriales. Fin décembre 2007, le champ couvre 18,4 millions de salariés sur un effectif salarié total d'environ 23,3 millions (Insee, Informations rapides n°72, 12 mars 2009).

Au cours du deuxième trimestre 2009, l'emploi salarié diminue de -0,6 % selon les résultats révisés de l'Insee. Sur un an, du 30 juin 2008 au 30 juin 2009, l'emploi diminue de -2,1 %.

Sur son propre champ, plus étroit, Pôle Emploi estime une baisse de -0,5 % au deuxième trimestre 2009 et de -1,9 % sur un an. Sur le champ Urssaf, lui aussi inclus dans « l'ensemble des secteurs », l'Acof estime une évolution de l'emploi de -1,2 % au deuxième trimestre 2009 et -3,1 % du 30 juin 2008 au 30 juin 2009.

Évolution de l'emploi salarié dans l'ensemble des secteurs (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NA	2007	2008				2009		Variation (%) par rapport au :	
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	trimestre précédent	même trim. de l'année précédente
DE-MN, OQ, RU : Ensemble des secteurs (*) (hors agriculture, emploi public des secteurs non marchands et activités extra-territoriales)...	18 365,0	18 416,3	18 360,0	18 326,7	18 264,6	18 085,9	17 979,1	-0,6	-2,1
DE-MN, RU : Ensemble des secteurs marchands (hors agriculture).....	16 575,5	16 615,7	16 553,1	16 505,7	16 431,0	16 245,1	16 131,5	-0,7	-2,5
DE, C1-C5 : Industrie	3 593,8	3 579,2	3 555,9	3 538,4	3 512,5	3 464,2	3 412,1	-1,5	-4,0
FZ : Construction	1 471,8	1 478,3	1 483,4	1 489,4	1 481,0	1 467,8	1 456,5	-0,8	-1,8
GZ-LZ, MN, RU : Tertiaire marchand.....	11 509,9	11 558,3	11 513,7	11 478,0	11 437,5	11 313,1	11 262,9	-0,4	-2,2
OQ : Secteurs principalement non-marchands ...	1 789,5	1 800,6	1 808,2	1 821,0	1 833,6	1 840,7	1 847,6	0,4	2,2

Sources :
Dares,
Insee,
Pôle emploi.

(*) - Champ : ensemble des secteurs marchands (DE, C1-C5, FZ-LZ, MN, RU) et des entreprises et associations privées des secteurs non marchands (OQ).



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE,
DE LA SOLIDARITÉ
ET DE LA VILLE

au premier trimestre 2009, et -1,2 % au quatrième trimestre 2008. La situation est similaire dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et la fabrication de machines : -2,1 % (-10 800) après -1,3 % au premier trimestre 2009, et -0,7 % au quatrième trimestre 2008. Dans la fabrication de matériels de transport, le repli s'atténue : -1,1% (-4 000) après -1,3% (-4 900) au premier trimestre 2009.

En revanche, les effectifs augmentent dans la fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac (+0,3 %) après quatre trimestres de baisse continue (successivement -0,6 % aux deuxième et troisième trimestres 2008, -0,4 % au quatrième, et -0,5 % au premier trimestre 2009).

La construction continue à réduire ses effectifs

Dans la construction, l'emploi salarié poursuit son recul au deuxième trimestre 2009, sur un rythme plus lent qu'au trimestre précédent : -11 300 postes (-0,8 %), après -13 300 (-0,9 %) au premier trimestre 2009. Les enquêtes de conjoncture, menées par l'Insee auprès des entrepreneurs du BTP, annonçaient la poursuite des réductions d'effectifs au deuxième trimestre 2009 [2 ; 3].

Dans le tertiaire marchand hors intérim, le recul des effectifs s'accroît

Dans les secteurs marchands du tertiaire, la baisse des effectifs salariés ralentit considérablement par rapport au trimestre précédent : -50 200 postes (soit -0,4 %), après -124 400 (-1,1 %). Ceci résulte principalement de la stabilisation de l'emploi intérimaire (+2 500, soit +0,6 %), qui met fin à quatre trimestres de baisse très forte (-234 300 postes entre les premiers trimestres 2008 et 2009).

Hors intérim, l'emploi du tertiaire marchand diminue de -52 700 postes au deuxième trimestre 2009 (-0,5 %). Après -37 100 au premier trimestre, ce deuxième repli consécutif est le plus fort jamais enregistré dans ce secteur.

La plupart des secteurs composant le tertiaire marchand, observés au niveau 17 de la nouvelle Nomenclature Agrégée (NA), réduisent leur effectif salarié ce trimestre.

Le repli de l'emploi salarié s'accroît dans l'hébergement et la restauration (-9 600 après -8 000), les activités immobilières (-2 400 après -1 300) et les activités scientifiques et techniques (secteurs MA-MC : -7 100 après -6 500). En outre, le repli de l'emploi reprend, après une pause au premier trimestre, dans le secteur de l'information et de la communication (-12 800 après +1 800).

En revanche, dans le commerce, le repli est moins fort qu'au premier trimestre 2009 : -11 200 postes après -23 700. La baisse des effectifs ralentit aussi dans les services administratifs et de soutien hors intérim (-3 000 après -5 500) et, dans une moindre mesure, dans les transports (-10 200 après -11 700).

Au deuxième trimestre 2009, deux secteurs créent encore des emplois dans le tertiaire marchand, malgré un ralentissement par rapport au premier trimestre. Les activités financières et d'assurance accroissent leurs effectifs de +2 700 postes, après +4 100 au premier trimestre. Dans les autres activités de services, l'emploi s'accroît, mais le ralentissement est encore plus net : +900 après +13 800.

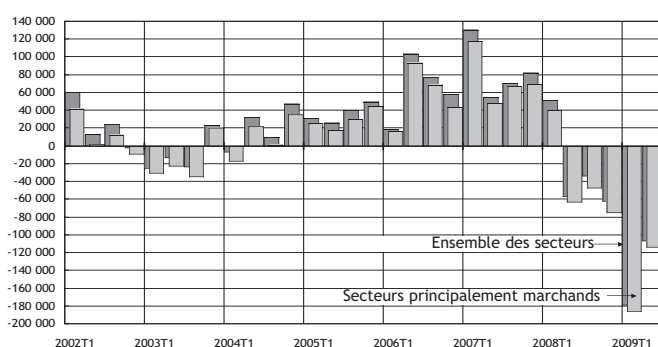
Les activités non marchandes créent encore des emplois

Les activités non marchandes du tertiaire ont créé 6 900 emplois (hors emploi public) au deuxième trimestre 2009, après 7 200 au trimestre précédent. Le rythme de la hausse demeure cependant plus faible que celui atteint en 2008 (de l'ordre de 10 000 postes par trimestre en moyenne).

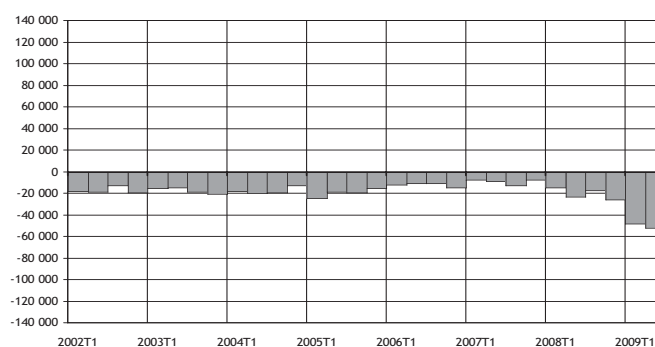
L'emploi se redresse dans les activités de santé humaine (+3 600 postes après -8 800, hors emploi public), mais a ralenti dans l'action

Variations trimestrielles des effectifs salariés (valeurs CVS)

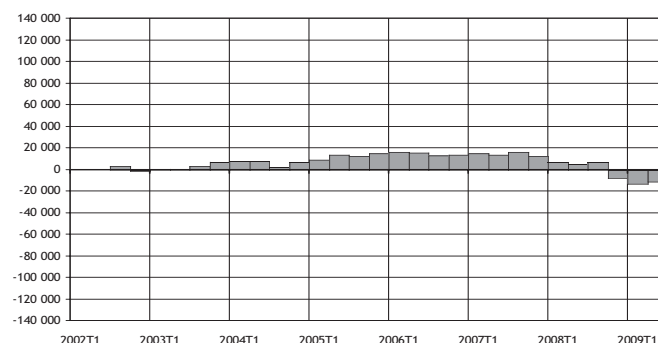
Emploi salarié



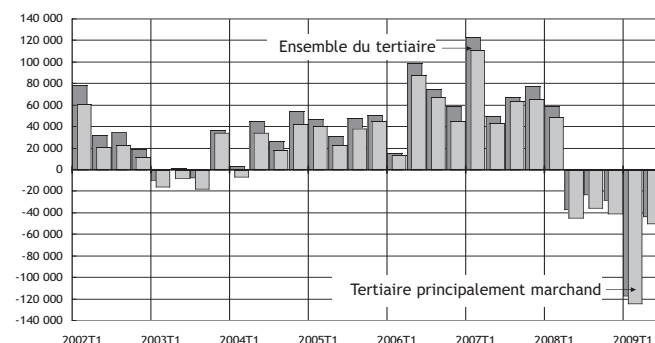
Industrie



Construction



Tertiaire



Note : L'ensemble du tertiaire recouvre le secteur tertiaire principalement marchand et la partie privée des secteurs principalement non marchands.

sociale (hébergement médico-social et action sociale sans hébergement, hors emploi public : +2 500 après +18 100). Les effectifs salariés ont augmenté faiblement dans l'enseignement (+1 200, hors emploi public).

La prise en compte de l'intérim atténue légèrement la baisse de l'emploi industriel ce trimestre

Au deuxième trimestre 2009, l'intérim s'est stabilisé : +2 500 postes après -87 300 au premier trimestre.

Si l'on affecte les emplois intérimaires à leurs entreprises utilisatrices, les évolutions de l'emploi salarié par secteur sont légèrement altérées. Dans l'industrie, la prise en compte des intérimaires atténue le recul des effectifs (-47 400 y compris intérimaires contre -52 200 hors intérimaires), après l'avoir fortement aggravé pendant un an, en particulier au premier trimestre 2009 (-98 300 contre -48 300) et au quatrième trimestre 2008 (-76 000 contre +25 800).

Dans la construction, l'impact de la prise en compte des intérimaires sur

l'emploi salarié reste négatif (-12 900 contre -11 300), mais moins important qu'au trimestre précédent (-26 200 contre -13 300). Dans le tertiaire marchand, enfin, la prise en compte des intérimaires n'a pas d'effet sensible (-52 700 contre -52 300), ce secteur en utilisant relativement peu.

Julien LOQUET, Jérôme DOMENS
(Dares).

[1] Insee, Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie – juillet 2009, *Informations rapides* n°205 (28 juillet 2009).

[2] Insee, Enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment – juillet 2009, *Informations rapides* n°197 (23 juillet 2009).

[3] Insee, Enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics – juillet 2009, *Informations rapides* n°204 (27 juillet 2009).

Encadré

LE CHAMP DES ESTIMATIONS D'EMPLOI DE L'INSEE

Les estimations d'emploi de l'Insee comptabilisent le nombre de personnes en emploi résidant en France. Il s'agit d'un emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes, c'est-à-dire corrigé de la multiactivité de certains travailleurs.

Ces estimations d'emploi total sont publiées sur une base annuelle, dans la mesure où certaines composantes de l'emploi ne peuvent, à l'heure actuelle, être approchées que de manière annuelle.

Depuis de nombreuses années, l'Insee publie des **estimations trimestrielles d'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles en France métropolitaine**. Depuis l'estimation du deuxième trimestre 2009, l'Insee utilise la nomenclature d'activité « NAF rev 2 ». Le champ des secteurs dits « essentiellement marchands » couvre 15 des 17 postes de la nomenclature d'activité française NAF (secteurs DE à MN et secteur RU). Il regroupe les activités les plus sensibles à la conjoncture et est presque équivalent au champ publié en ancienne NAF jusqu'au 14 Aout 2008.

Depuis septembre 2006, l'Insee a étendu son champ en publiant une estimation trimestrielle d'emplois salariés dans le secteur « concurrentiel » qui intègre en plus des secteurs précédents les **entreprises des secteurs non marchands**, en France métropolitaine. L'extension de champ permet de couvrir les secteurs de l'éducation, de la santé, et des administrations à l'exception de l'emploi public (environ 2 millions de salariés).

Les autres composantes de l'emploi restent pour l'instant estimées sur une base annuelle, au 31 décembre de chaque année : emploi dans les DOM, emploi public, emploi agricole, emploi non salarié.

Variations trimestrielles des effectifs salariés en milliers (1) (2) (valeurs CVS)

Secteurs d'activité en NA	2006		2007				2008				2009		Effectifs en milliers au 30 juin 2009
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	
DE, C1-C5, FZ-LZ, MN, OQ, RU : Ensemble des secteurs (hors agriculture, emploi public des secteurs non marchands et activités extra-territoriales)	77,1	57,8	130,5	54,3	70,6	82,2	51,3	-56,2	-33,3	-62,2	-178,7	-106,8	17 979,1
DE, C1-C5, FZ-LZ, MN, RU : Ensemble des secteurs marchands (hors agriculture)	69,0	43,7	118,1	47,8	67,0	69,6	40,2	-62,6	-47,3	-74,7	-185,9	-113,7	16 131,5
DE, C1-C5 : Industrie	-11,0	-14,7	-7,4	-8,8	-12,9	-7,5	-14,6	-23,3	-17,6	-25,8	-48,3	-52,2	3 412,1
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion déchets et dépollution	0,4	0,2	1,5	0,2	-0,1	0,5	-0,9	0,9	-2,0	2,4	1,7	-0,2	372,0
BZ : Industries extractives	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,2	0,1	-0,9	0,2	-0,5	-0,1	26,2
DZ : Prod. et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné	-0,7	-0,6	0,6	-1,2	-1,5	-1,0	-2,2	0,1	0,5	0,1	2,5	0,0	164,1
EZ : Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets et dépollution	1,1	0,9	1,2	1,6	1,4	1,4	1,1	0,6	-1,5	2,1	-0,3	0,0	181,7
C1 : Fabric. denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	0,1	-4,3	0,6	-1,7	-1,2	-0,4	-0,3	-3,2	-3,5	-2,1	-2,8	1,4	548,7
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,1	12,4
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,0	0,7	0,3	0,8	-1,6	1,4	-0,5	-3,3	-3,3	-3,8	-6,7	-10,8	497,7
CI : Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	0,7	0,9	0,1	-0,4	-2,2	-0,6	-1,0	-1,7	-1,8	-1,3	-2,5	-3,0	149,9
CJ : Fabrication d'équipements électriques	-0,6	0,2	0,2	0,4	-0,3	0,8	-0,1	-1,1	0,4	-0,6	-1,4	-3,6	126,8
CK : Fabrication de machines et équipements n.c.a.	-0,1	-0,4	0,0	0,7	0,9	1,2	0,6	-0,5	-1,9	-1,9	-2,7	-4,1	221,0
C4 : Fabrication de matériels de transport	-2,2	-3,1	-2,6	-2,1	-3,1	-2,6	-2,9	-2,2	-1,2	-1,8	-4,9	-4,0	373,0
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	-9,4	-8,2	-7,1	-6,0	-6,7	-6,4	-10,0	-15,4	-7,6	-20,5	-35,2	-38,6	1 608,2
CB : Fabrication textiles, industries habillement, cuir et chaussure	-1,8	-2,1	-1,6	-1,9	-2,3	-2,5	-3,4	-3,0	-1,2	-3,8	-4,0	-3,7	126,8
CC : Travail du bois, industries du papier et imprimerie	-1,8	-1,7	-2,0	-1,3	-1,7	-1,1	-1,5	-2,7	-2,4	-4,1	-5,6	-4,9	224,5
CE : Industrie chimique	-1,8	-1,0	-1,6	-0,3	-0,4	-0,3	0,3	-1,0	-0,8	-1,5	-1,8	-2,3	157,6
CF : Industrie pharmaceutique	-0,1	0,0	0,2	0,1	0,4	-0,2	-0,4	0,3	-0,6	0,0	-0,1	-1,2	87,6
CG : Fabrication de produits en caoutchouc et plastique et autres produits minéraux non métalliques	-1,7	-1,2	-1,0	-0,7	-0,8	-1,5	-2,5	-4,0	-2,3	-4,4	-6,3	-7,3	303,3
CH : Métallurgie et fabrication de produits métalliques sauf machines et équipements	-0,1	-0,6	-0,5	-1,6	-1,5	-1,6	-3,3	-2,6	-0,8	-3,4	-9,6	-11,7	412,1
CM : Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	-2,0	-1,5	-0,6	-0,1	-0,4	0,7	0,8	-2,5	0,5	-3,4	-7,7	-7,3	296,3
FZ : Construction	12,9	13,6	14,7	13,5	16,2	12,0	6,5	5,2	6,0	-8,3	-13,3	-11,3	1 456,5
GZ-LZ, MN, RU : Tertiaire marchand	67,2	44,7	110,8	43,1	63,7	65,1	48,3	-44,5	-35,7	-40,6	-124,4	-50,2	11 262,9
GZ : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	9,5	3,5	11,4	9,8	5,1	11,3	11,4	12,3	-17,4	3,7	-23,7	-11,2	2 983,2
45 : Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	0,0	0,0	-0,6	-0,1	0,1	0,3	0,6	-1,3	-1,3	-2,9	-2,8	-1,7	381,5
46 : Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	-0,7	-1,1	-0,3	2,3	0,7	4,2	4,5	-3,6	-0,9	-6,1	-7,3	-10,1	974,0
47 : Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	10,2	4,6	12,3	7,7	4,2	6,9	6,3	17,1	-15,1	12,6	-13,5	-1,4	1 625,7
HZ : Transports et entreposage	-0,1	-0,7	4,0	2,5	5,8	5,0	3,3	2,4	-0,2	0,1	-11,7	-10,2	1 327,7
IZ : Hébergement et restauration	8,5	2,1	7,4	5,6	5,0	6,5	-1,1	-2,6	-6,3	8,2	-8,0	-9,6	898,1
JZ : Information et communication	3,5	3,5	5,5	4,8	8,5	3,6	4,8	-1,1	3,1	-5,1	1,8	-12,8	671,6
JA : Édition, audiovisuel et diffusion	0,8	1,5	1,4	1,1	0,8	1,0	-2,6	0,7	2,0	-4,3	3,4	-4,4	200,1
JB : Télécommunications	-0,9	-1,7	0,7	-0,2	3,8	-0,7	-2,3	-2,3	-1,6	-1,4	-0,6	-3,2	162,5
JC : Activités informatiques et services d'information	3,6	3,7	3,4	3,9	3,8	3,4	9,6	0,5	2,7	0,7	-1,1	-5,3	309,0
KZ : Activités financières et d'assurance	2,8	6,3	7,9	5,8	2,7	5,9	-7,9	-0,3	1,6	0,8	4,1	2,7	826,6
LZ : Activités immobilières	0,6	1,3	3,6	2,6	0,7	-0,3	-12,9	-13,8	-5,2	-5,0	-1,3	-2,4	205,0
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	28,6	15,6	60,7	-1,0	21,3	19,1	35,0	-49,4	-10,7	-71,3	-99,3	-7,6	2 651,0
MA : Activités juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses	11,0	13,2	11,5	11,3	10,8	10,5	13,4	2,8	10,2	0,2	-3,6	-5,2	866,0
MB : Recherche-développement scientifique	1,8	0,2	-0,4	1,5	0,2	0,6	1,3	1,9	1,9	4,6	0,1	2,0	164,7
MC : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-1,6	-1,3	-0,9	-0,6	0,5	1,1	1,4	3,0	-4,7	0,5	-3,0	-3,9	234,7
NZ : Activités de services administratifs et de soutien	17,4	3,5	50,5	-13,2	9,9	6,9	19,0	-57,0	-18,1	-76,5	-92,8	-0,5	1 385,6
dont : Intérim	7,1	-4,1	42,7	-20,5	4,8	0,2	10,1	-54,1	-19,3	-73,6	-87,3	2,5	436,6
RU : Autres activités de services (hors activités extra-territoriales)	13,9	13,1	10,4	13,1	14,5	14,1	15,8	8,0	-0,7	27,9	13,8	0,9	1 699,7
RZ : Arts, spectacles et activités récréatives	1,1	2,5	1,7	4,9	3,4	2,8	1,5	-1,8	-2,2	1,5	0,4	-2,0	258,2
SZ : Autres activités de services	3,6	1,4	-0,2	-0,5	2,5	2,8	5,9	1,5	-6,7	18,2	5,3	-5,2	545,7
TZ : Activités des ménages en tant qu'employeurs, production de biens et services (usage propre)	9,2	9,1	8,9	8,7	8,6	8,5	8,4	8,3	8,2	8,2	8,1	8,1	895,8
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	8,1	14,2	12,4	6,5	3,6	12,6	11,1	7,6	12,8	12,6	7,2	6,9	1 847,6
OZ : Administration publique	-3,7	2,4	-1,5	-3,8	-0,3	-0,9	3,0	1,4	0,8	6,9	-2,7	-0,4	234,9
PZ : Enseignement	3,4	3,5	2,3	0,9	-1,6	3,2	4,2	0,4	2,6	-1,7	0,6	1,2	291,1
QA : Activités pour la santé humaine	3,0	2,8	4,5	3,4	1,9	3,5	1,9	2,0	3,3	2,4	-8,8	3,6	468,5
QB : Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	5,4	5,4	7,1	6,1	3,7	6,9	1,9	3,8	6,2	5,0	18,1	2,5	853,2

Sources :
Dares,
Insee,
Pôle emploi.

(1) - Variation des effectifs atteints en fin de trimestre par rapport aux effectifs atteints en fin de période précédente.

(2) - Champ : ensemble des secteurs marchands (DE, C1-C5, FZ-LZ, MN, RU) et des entreprises et associations privées des secteurs non marchands (OQ).

Variations des effectifs salariés en pourcentage (1) (2) (valeurs CVS)

Secteurs d'activité en NA	Variations trimestrielles												Variations annuelles			
	2006		2007				2008				2009		2005	2006	2007	2008
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
DE, C1-C5, FZ-LZ, MN, OQ, RU : Ensemble des secteurs (hors agriculture, emploi public des secteurs non marchands et activités extra-territoriales)	0,4	0,3	0,7	0,3	0,4	0,4	0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-1,0	-0,6	0,8	1,4	1,9	-0,5
DE, C1-C5, FZ-LZ, MN, RU : Ensemble des secteurs marchands (hors agriculture)	0,4	0,3	0,7	0,3	0,4	0,4	0,2	-0,4	-0,3	-0,5	-1,1	-0,7	0,7	1,4	1,9	-0,9
DE, C1-C5 : Industrie	-0,3	-0,4	-0,2	-0,2	-0,4	-0,2	-0,4	-0,7	-0,5	-0,7	-1,4	-1,5	-2,1	-1,3	-1,0	-2,3
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion déchets et dépollution	0,1	0,1	0,4	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,2	-0,5	0,7	0,5	0,0	-0,2	0,6	0,5	0,1
BZ : Industries extractives	-0,1	-0,2	-0,8	-0,6	-0,3	0,0	0,8	0,5	-3,4	0,7	-1,7	-0,5	-2,1	-0,7	-1,7	-1,4
DZ : Prod. et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné	-0,4	-0,4	0,3	-0,7	-0,9	-0,6	-1,4	0,1	0,3	0,1	1,5	0,0	-1,8	-1,0	-1,9	-0,9
EZ : Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets et dépollution	0,6	0,5	0,7	0,9	0,8	0,8	0,6	0,3	-0,9	1,2	-0,2	0,0	1,8	2,5	3,2	1,3
C1 : Fabric. denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	0,0	-0,8	0,1	-0,3	-0,2	-0,1	0,0	-0,6	-0,6	-0,4	-0,5	0,3	-1,2	-1,1	-0,5	-1,6
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,1	-0,1	0,1	-0,3	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2	0,3	-2,9	-0,6	-5,5	-0,6	-0,6	-0,2
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,0	0,1	0,1	0,2	-0,3	0,3	-0,1	-0,6	-0,6	-0,7	-1,3	-2,1	-1,1	0,4	0,2	-2,1
CI : Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	0,4	0,5	0,1	-0,2	-1,3	-0,4	-0,6	-1,1	-1,2	-0,8	-1,6	-2,0	-1,3	2,2	-1,8	-3,7
CJ : Fabrication d'équipements électriques	-0,4	0,2	0,1	0,3	-0,2	0,6	-0,1	-0,8	0,3	-0,5	-1,1	-2,8	-3,2	-0,7	0,8	-1,0
CK : Fabrication de machines et équipements n.c.a.	0,0	-0,2	0,0	0,3	0,4	0,5	0,3	-0,2	-0,8	-0,8	-1,2	-1,8	0,3	-0,2	1,3	-1,6
C4 : Fabrication de matériels de transport	-0,5	-0,8	-0,7	-0,5	-0,8	-0,7	-0,7	-0,6	-0,3	-0,5	-1,3	-1,1	-1,4	-2,6	-2,6	-2,1
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	-0,5	-0,5	-0,4	-0,3	-0,4	-0,4	-0,6	-0,9	-0,4	-1,2	-2,1	-2,3	-3,1	-2,0	-1,5	-3,1
CB : Fabrication textiles, industries habillement, cuir et chaussure	-1,1	-1,3	-1,0	-1,2	-1,5	-1,7	-2,3	-2,1	-0,9	-2,8	-3,0	-2,9	-8,8	-5,8	-5,4	-7,8
CC : Travail du bois, industries du papier et imprimerie	-0,7	-0,7	-0,8	-0,5	-0,7	-0,4	-0,6	-1,1	-1,0	-1,7	-2,4	-2,1	-3,5	-3,2	-2,4	-4,3
CE : Industrie chimique	-1,1	-0,6	-0,9	-0,2	-0,2	-0,2	0,2	-0,6	-0,5	-0,9	-1,1	-1,5	-3,0	-3,1	-1,5	-1,8
CF : Industrie pharmaceutique	-0,1	0,0	0,2	0,1	0,4	-0,2	-0,5	0,4	-0,7	0,0	-0,1	-1,3	-3,8	1,0	0,5	-0,7
CG : Fabrication de produits en caoutchouc et plastique et autres produits minéraux non métalliques	-0,5	-0,4	-0,3	-0,2	-0,2	-0,4	-0,7	-1,2	-0,7	-1,4	-2,0	-2,4	-2,1	-1,8	-1,2	-4,0
CH : Métallurgie et fabrication de produits métalliques sauf machines et équipements	0,0	-0,1	-0,1	-0,4	-0,3	-0,4	-0,8	-0,6	-0,2	-0,8	-2,2	-2,8	-2,4	-0,2	-1,2	-2,3
CM : Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	-0,6	-0,5	-0,2	0,0	-0,1	0,2	0,2	-0,8	0,1	-1,1	-2,5	-2,4	-1,7	-2,1	-0,1	-1,5
FZ : Construction	0,9	1,0	1,0	0,9	1,1	0,8	0,4	0,3	0,4	-0,6	-0,9	-0,8	3,7	4,3	4,0	0,6
GZ-LZ, MN, RU : Tertiaire marchand	0,6	0,4	1,0	0,4	0,6	0,6	0,4	-0,4	-0,3	-0,4	-1,1	-0,4	1,4	1,9	2,5	-0,6
GZ : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,3	0,1	0,4	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	-0,6	0,1	-0,8	-0,4	0,4	0,6	1,3	0,3
45 : Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,1	0,2	-0,3	-0,3	-0,7	-0,7	-0,4	-0,4	0,1	-0,1	-1,3
46 : Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	-0,1	-0,1	0,0	0,2	0,1	0,4	0,5	-0,4	-0,1	-0,6	-0,7	-1,0	0,7	-0,6	0,7	-0,6
47 : Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	0,6	0,3	0,8	0,5	0,3	0,4	0,4	1,1	-0,9	0,8	-0,8	-0,1	0,5	1,4	2,0	1,3
HZ : Transports et entreposage	0,0	0,0	0,3	0,2	0,4	0,4	0,2	0,2	0,0	0,0	-0,9	-0,8	-0,4	-0,2	1,3	0,4
IZ : Hébergement et restauration	1,0	0,2	0,8	0,6	0,6	0,7	-0,1	-0,3	-0,7	0,9	-0,9	-1,1	1,6	2,4	2,7	-0,2
JZ : Information et communication	0,5	0,5	0,8	0,7	1,3	0,5	0,7	-0,2	0,5	-0,7	0,3	-1,9	1,9	2,3	3,4	0,2
JA : Édition, audiovisuel et diffusion	0,4	0,8	0,7	0,6	0,4	0,5	-1,3	0,3	1,0	-2,1	1,7	-2,1	0,1	2,0	2,1	-2,1
JB : Télécommunications	-0,5	-1,0	0,4	-0,1	2,2	-0,4	-1,3	-1,3	-0,9	-0,9	-0,4	-1,9	-0,1	-1,9	2,1	-4,3
JC : Activités informatiques et services d'information	1,3	1,3	1,2	1,3	1,3	1,1	3,2	0,2	0,9	0,2	-0,3	-1,7	4,6	5,3	5,0	4,5
KZ : Activités financières et d'assurance	0,3	0,8	1,0	0,7	0,3	0,7	-1,0	0,0	0,2	0,1	0,5	0,3	0,9	1,3	2,8	-0,7
LZ : Activités immobilières	0,3	0,5	1,5	1,1	0,3	-0,1	-5,2	-5,9	-2,4	-2,3	-0,6	-1,2	3,6	1,9	2,8	-15,0
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratif et de soutien	1,1	0,6	2,2	0,0	0,8	0,7	1,2	-1,7	-0,4	-2,5	-3,6	-0,3	2,3	3,4	3,6	-3,4
MA : Activités juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses	1,4	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3	1,6	0,3	1,2	0,0	-0,4	-0,6	3,0	5,8	5,5	3,1
MB : Recherche-développement scientifique	1,2	0,1	-0,3	1,0	0,1	0,4	0,9	1,2	1,2	2,9	0,1	1,2	3,1	3,1	1,2	6,3
MC : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-0,7	-0,5	-0,4	-0,2	0,2	0,5	0,6	1,2	-1,9	0,2	-1,3	-1,6	-1,0	-2,7	0,1	0,0
NZ : Activités de services administratifs et de soutien	1,1	0,2	3,2	-0,8	0,6	0,4	1,2	-3,5	-1,1	-4,9	-6,3	0,0	2,5	3,3	3,5	-8,2
dont : Intérim	1,1	-0,7	6,8	-3,0	0,7	0,0	1,5	-8,1	-3,1	-12,4	-16,7	0,6	4,1	3,1	4,3	-20,8
RU : Autres activités de services (hors activités extra-territoriales)	0,9	0,8	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	0,5	0,0	1,7	0,8	0,1	2,6	3,7	3,3	3,1
RZ : Arts, spectacles et activités récréatives	0,5	1,0	0,7	2,0	1,3	1,1	0,6	-0,7	-0,9	0,6	0,2	-0,8	0,9	3,0	5,2	-0,4
SZ : Autres activités de services	0,7	0,3	0,0	-0,1	0,5	0,5	1,1	0,3	-1,3	3,5	1,0	-0,9	0,4	2,3	0,9	3,6
TZ : Activités des ménages en tant qu'employeurs, production de biens et services (usage propre)	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	4,6	4,8	4,3	3,9
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0,5	0,8	0,7	0,4	0,2	0,7	0,6	0,4	0,7	0,7	0,4	0,4	1,7	2,0	2,0	2,5
OZ : Administration publique	-1,6	1,1	-0,6	-1,6	-0,1	-0,4	1,3	0,6	0,3	3,0	-1,1	-0,2	-1,6	-1,6	-2,8	5,3
PZ : Enseignement	1,3	1,3	0,8	0,3	-0,6	1,1	1,5	0,1	0,9	-0,6	0,2	0,4	3,3	2,8	1,7	1,9
QA : Activités pour la santé humaine	0,7	0,6	1,0	0,7	0,4	0,8	0,4	0,4	0,7	0,5	-1,9	0,8	2,1	2,6	2,9	2,1
QB : Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	0,7	0,7	0,9	0,8	0,5	0,8	0,2	0,5	0,7	0,6	2,2	0,3	2,1	2,6	3,0	2,1

Sources :
Dares,
Insee,
Pôle emploi.

(1) - Variation des effectifs atteints en fin de trimestre par rapport aux effectifs atteints en fin de période précédente.

(2) - Champ : ensemble des secteurs marchands (DE,C1-C5,FZ-LZ,MN,RU) et des entreprises et associations privées des secteurs non marchands (OQ).

**Variations de l'emploi par secteur avant et après réaffectation des intérimaires
à leur secteur utilisateur (1) (valeurs CVS)**

Secteurs d'activité en NA	Emploi hors intérim							Emploi y compris intérim (2)						
	en milliers				en %	en %	Effectif au 30 juin 2009	en milliers				en %	en %	Effectif au 30 juin 2009
	2008		2009		2009	2009		2008		2009		2009	2009	
	T3	T4	T1	T2	T2	GA (3)		T3	T4	T1	T2	T2	GA (3)	
DE, C1-C5 : Industrie	-17,6	-25,8	-48,3	-52,2	-1,5	-4,0	3 412,1	-35,3	-76,0	-98,3	-47,4	-1,3	-6,7	3 580,4
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion déchets et dépollution	-2,0	2,4	1,7	-0,2	0,0	0,5	372,0	-1,4	0,6	0,7	-1,0	-0,3	-0,3	388,2
C1 : Fabric. denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	-3,5	-2,1	-2,8	1,4	0,3	-1,3	548,7	-2,3	-3,1	-6,3	3,7	0,6	-1,3	591,5
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-0,4	-0,1	-0,6	-3,4	12,4	0,0	0,0	-0,4	-0,1	-0,7	-3,6	12,8
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-3,3	-3,8	-6,7	-10,8	-2,1	-4,7	497,7	-6,7	-12,7	-18,3	-13,3	-2,5	-9,0	517,3
C4 : Fabrication de matériels de transport	-1,2	-1,8	-4,9	-4,0	-1,1	-3,1	373,0	-6,3	-11,9	-11,4	-2,5	-0,6	-7,6	389,3
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	-7,6	-20,5	-35,2	-38,6	-2,3	-6,0	1 608,2	-18,7	-49,0	-62,6	-34,3	-2,0	-8,9	1 681,4
FZ : Construction	6,0	-8,3	-13,3	-11,3	-0,8	-1,8	1 456,5	5,3	-15,4	-26,2	-12,9	-0,8	-3,1	1 563,0
GZ-LZ, MN, RU : Tertiaire marchand (hors intérim)	-16,4	33,0	-37,0	-52,6	-0,5	-0,7	10 826,4	-17,4	16,1	-60,7	-52,7	-0,5	-1,0	10 975,8
GZ : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	-17,4	3,7	-23,7	-11,2	-0,4	-1,6	2 983,2	-17,7	-2,5	-31,6	-9,8	-0,3	-2,0	3 025,2
HZ : Transports et entreposage	-0,2	0,1	-11,7	-10,2	-0,8	-1,6	1 327,7	1,0	-5,2	-17,8	-10,3	-0,7	-2,3	1 369,8
IZ : Hébergement et restauration	-6,3	8,2	-8,0	-9,6	-1,1	-1,7	898,1	-6,5	8,0	-9,3	-9,1	-1,0	-1,8	904,9
JZ : Information et communication	3,1	-5,1	1,8	-12,8	-1,9	-1,9	671,6	2,8	-5,6	1,1	-13,0	-1,9	-2,1	678,1
KZ : Activités financières et d'assurance	1,6	0,8	4,1	2,7	0,3	1,1	826,6	1,6	0,7	3,4	2,9	0,4	1,0	835,2
LZ : Activités immobilières	-5,2	-5,0	-1,3	-2,4	-1,2	-6,3	205,0	-4,6	-5,1	-1,5	-2,7	-1,3	-6,3	207,4
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien hors intérim)	8,6	2,3	-12,0	-10,1	-0,5	-0,5	2 214,5	6,9	-1,9	-17,3	-11,8	-0,5	-1,1	2 250,1
RU : Autres activités de services (hors activités extra-territoriales)	-0,7	27,9	13,8	0,9	0,1	2,5	1 699,7	-0,8	27,7	12,4	1,1	0,1	2,4	1 705,0
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ...	12,8	12,6	7,2	6,9	0,4	2,2	1 847,6	13,0	12,8	6,6	6,7	0,4	2,1	1 857,2

Sources :
Dares,
Insee,
Pôle emploi.

(1) - Champ : ensemble des secteurs marchands (DE, C1-C5, FZ-LZ, MN, RU) et des entreprises et associations privées des secteurs non marchands (OQ)

(2) Dans cette partie du tableau, les intérimaires sont affectés au secteur utilisateur qui les emploie.

(3) Glissement annuel.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées

par le **Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi**

et le **Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville**

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES),

39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la DARES).

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.43

Réponse à la demande : e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr Rédactrice en chef : Alice Guerber-Cahuzac.

Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton.

Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret.

Conception graphique : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.

Abonnements : dares.communication@dares.travail.gouv.fr Publicité : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.



NOTE DE MÉTHODE

Les sources des estimations trimestrielles

Les informations trimestrielles sur l'emploi salarié proviennent, en quasi-totalité, de trois sources :

- l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (**Acemo**) réalisée par la Dares (Ministère du travail) ;
- la statistique établie par **Pôle emploi** à partir des réponses des établissements affiliés au régime d'Assurance chômage ;
- la statistique établie par les **Urssaf** à partir des réponses des établissements versant des cotisations sociales. La source Urssaf est utilisée depuis le 4^{ème} trimestre 1999.

La source Acemo, disponible plus rapidement, est utilisée pour l'**estimation provisoire** d'emploi salarié. Les séries sont ensuite révisées à partir des données des Urssaf, seule source couvrant la totalité des établissements, alors que les sources Acemo et Pôle emploi ne couvrent que les établissements de 10 salariés et plus. Ces deux sources, même si elles ne sont pas utilisées pour l'estimation révisée proprement dite, sont mobilisées en tant que sources de comparaison, afin de détecter d'éventuelles anomalies.

L'Insee interroge également directement certaines **grandes entreprises nationales** sur l'évolution de leurs effectifs : La Poste, France Télécom, EDF, GDF, SNCF et RATP.

En ce qui concerne l'**emploi intérimaire**, l'indicateur utilisé consiste en une moyenne sur les cinq derniers jours ouvrés du trimestre du nombre de missions d'intérim en cours chaque jour. Cet indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Pour les résultats provisoires, l'estimation de la Dares concernant le dernier mois du trimestre n'est pas encore disponible : l'évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire est donc calculée en chaînant l'évolution estimée par la Dares pour les deux premiers mois et l'évolution estimée par Pôle emploi pour le dernier mois du trimestre.

Certaines composantes de l'emploi marchand n'étant pas connues en trimestriel, on utilise transitoirement des estimations d'évolution d'emploi issues de modèles de prévision : établissements publics de recherche (CNRS, ...) et salariés des particuliers employeurs.

La méthode

La méthode d'estimation trimestrielle des effectifs salariés comporte deux étapes.

Pour les **trimestres de l'année en cours**, les estimations trimestrielles sont fondées sur les évolutions de l'emploi dans les sources décrites précédemment.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières. Les estimations au niveau détaillé (A38) sont calées sur le total agrégé correspondant (A17).

Tous les établissements, y compris ceux qui se créent au cours du trimestre, sont pris en compte, sans distinction de taille. En effet, la source Urssaf couvre tous les établissements, ce qui n'est pas le cas des sources Acemo et Pôle emploi, qui ne couvrent que les établissements de plus de dix salariés.

Pour les **années écoulées**, les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles : on s'assure que le niveau d'emploi au 31 décembre est bien égal à celui de ces estimations annuelles. Ces dernières sont en effet par nature plus fiables puisqu'elles couvrent un champ plus large, bénéficient d'un temps de traitement des données plus long, et font l'objet d'une expertise locale approfondie dans les directions régionales de l'Insee.

Depuis septembre 2009, les estimations annuelles sont estimées avec le dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisé) par département, région, statut et secteur d'activité à partir de deux sources principales : les Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) dites « grand format » car elles incluent les effectifs de la fonction publique d'État et les salariés des particuliers employeurs, auxquelles on ajoute les effectifs des non-salariés. Les estimations calculées par ESTEL sont corrigées de la multiactivité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisé dans le niveau d'emploi.

La série d'emploi dans les secteurs non marchands privés n'est elle pas calée sur le niveau d'emploi donné par Estel. Seule la multiactivité entre emplois salariés du privé est traitée, mais pas la multiactivité public-privé et salarié-non salarié.

Les versions et révisions des séries

Pour un même trimestre, plusieurs estimations successives sont effectuées.

Au **deuxième mois suivant la fin du trimestre**, une estimation "provisoire" s'appuie sur un premier traitement de l'enquête Acemo, seule source disponible. Les estimations "provisoires", plus fragiles, ne sont publiées qu'au niveau des grands regroupements sectoriels : industrie, construction, tertiaire et ensemble des secteurs DE à MN et RU. Elles ne concernent que les secteurs marchands.

Au **troisième mois suivant la fin du trimestre**, une nouvelle estimation est réalisée à partir de la source Urssaf. Cette estimation est révisée une nouvelle fois au deuxième mois après la fin du trimestre suivant, à partir de la même source.

Enfin, un ajustement des résultats trimestriels est effectué lorsque l'on dispose de nouvelles estimations annuelles. Ces dernières concernent à chaque fois les deux dernières années. Les ajustements des résultats trimestriels ont lieu chaque année :

- en **septembre**, pour intégrer les informations statistiques nouvelles des estimations annuelles. Les coefficients de correction des variations saisonnières sont révisés à cette date ;
- en **mars**, suite à l'expertise des données par les Directions Régionales de l'Insee. Les coefficients de correction des variations saisonnières sont aussi révisés à cette date.